

fabricants d'automobiles gonflent les prix exigés pour l'installation de dispositifs de sécurité sur les automobiles?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Non, monsieur l'Orateur.

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE RAPPORT WOODS—LA DATE DE LA MISE EN VIGUEUR

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Je voudrais poser une question au ministre du Travail. Peut-il nous dire à quelle date il compte pouvoir déposer le rapport de la Commission Woods chargée d'étudier les relations ouvrières?

L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Tra-vail): J'ai l'intention de déposer le rapport Woods en anglais et en français au plus tard mercredi prochain afin que les députés puis-sent l'étudier pendant le congé de Pâques.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'INTERRUPTION DES EXPÉDITIONS DE BILLES DE BOIS AU JAPON

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Je veux poser au ministre des Pêcheries et des Forêts une question à propos d'une réponse qu'il a donnée la semaine dernière: les principaux exportateurs de billes de bois en Colombie-Britannique avaient consenti de leur propre gré à supprimer toute exportation pendant au moins six mois afin de répondre aux besoins nationaux. Le ministre nous dirait-il si le ministère de l'Industrie et du Commerce ou quelque autre ministère de l'État se trouve en cause à la suite de cette entente, ou si ses propres services vont super-viser l'affaire?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêcheries): Mon ministère, de concert avec celui de l'In-dustrie et du Commerce, suit l'affaire et il a dépêché à Vancouver un fonctionnaire qui accorde des permis d'exportation et surveille de près l'acheminement des billes de bois en particulier. On examine très attentivement les exportations de billes au Japon à tout moment.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il donner à la Chambre l'assurance que les permis d'exportation seront refusés au cas où les engagements volontaires ne seraient pas respectés?

L'hon. M. Davis: Nous allons suivre la situation de près et prendre les mesures qui s'imposent si l'occasion se présente.

[M. Schreyer.]

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'ASSURANCE FRAIS MÉDICAUX—DISCUSSIONS AVEC LE PREMIER MINISTRE DE L'ALBERTA

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser une ques-tion au très honorable premier ministre.

Pourrait-il dire à la Chambre ce qui résul-tera des conversations qu'il a eues hier avec le premier ministre de l'Alberta, M. Strom, au sujet du régime d'assurance frais médi-caux? Prévoit-il qu'il se produira des change-ments visant à accommoder la province?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier minis-tre): Monsieur le président, nous avons convenu, le premier ministre Strom et moi-même, de révéler le sujet, et non pas le détail de ces discussions. Je pense que le premier ministre Strom a déjà fait savoir que nous avons parlé d'huile, de blé et des problèmes de l'assurance frais médicaux, mais il serait «inapproprié» de ma part, puisque c'est lui qui m'a demandé de le rencontrer, d'en divul-guer plus que nous avons convenu de le faire.

[Traduction]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Une question supplémentaire, mon-sieur l'Orateur. Comme le premier ministre Strom a laissé entendre qu'il déposerait le rapport de ses entretiens avec le premier ministre du Canada à l'Assemblée législative de l'Alberta jeudi, le premier ministre pré-sentera-t-il à la Chambre des communes le même rapport qui sera déposé à l'Assemblée législative de l'Alberta?

Le très hon. M. Trudeau: Le premier minis-tre Strom m'a soumis un rapport sur la politi-que pétrolière pour que je l'examine. Il a le droit d'en faire ce qu'il veut. S'il décide de le publier et ne voit pas d'inconvénient à ce que je fasse de même, je le rendrai public. J'i-gnore si le dépôt d'exemplaires à la Chambre intéresserait les députés et je ne sais trop si ce serait dans les règles que de déposer ici des documents provinciaux. Mais si la Cham-bre le désire et que le premier ministre Strom n'y voie pas d'inconvénient, je dépose-rai sûrement le rapport. Je me demande tou-tefois combien de temps il faudra au premier ministre Strom pour traduire le rapport en français.

[Français]

L'hon. M. Lambert: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Pour faire suite à la réponse du premier ministre, au sujet du régime d'assurance frais médicaux, prévoit-il qu'il se tiendra une con-férence entre le ministre de la Santé de la